

-COMMUNIQUÉ DE LA FUNDACIÓN SECRETARIADO GITANO-

Il est indispensable que les Stratégies Nationales pour l'Inclusion des Roms cessent de n'être qu'une déclaration d'intentions et se mettent en marche

Le gouvernement français doit mettre fin aux "expulsions sans solutions" de citoyens roms

Madrid, 31 Août, 2012.- Le président français lui-même, François Hollande, a promis lors de sa campagne électorale de Mars dernier de dire "**Non aux expulsions sans solutions**", une promesse qu'il semble avoir oubliée étant donné que durant le mois d'Août des centaines de Roms en provenance de la Roumanie et de la Bulgarie ont été expulsés après que la police ait démantelé plusieurs camps dans différentes villes.

La Fundación Secretariado Gitano (FSG) **condamne fermement** l'évacuation forcée de plusieurs emplacements et **l'expulsion de citoyens Roms** vers leur pays d'origine. Ces mesures, trop souvent répétées par le gouvernement français ces dernières années, sont une atteinte à la **dignité de la population Rom et aux droits de l'homme, ainsi qu'une violation des règles européennes sur l'égalité de traitement et la liberté de mouvement et sont un exemple clair de discrimination raciale** .

Selon la directive européenne 2004/38/CE, **le Gouvernement français ne peut expulser une personne de l'UE-27 uniquement sous prétexte de ne pas satisfaire aux critères de résidence**. En outre, la loi exige qu'il y ait un examen cas par cas et que les citoyens reçoivent un avis d'expulsion dûment notifié avec un préavis d'au moins un mois.

De telles mesures ne servent qu'à **renforcer les stéréotypes négatifs** qui existent au sujet des Roms, à **stigmatiser l'ensemble de la communauté** et à **encourager des attitudes racistes**.

Nous ne pouvons réclamer le maintien de ces espaces de pauvreté, isolement et marginalisation que sont ces camps, mais **nous pouvons et nous devons exiger que la France et les autres gouvernements européens développent des mesures ciblées** pour garantir l'accès de la population Rom à l'éducation, l'emploi, la santé et le logement, en bref, de **lancer les Stratégies Nationales pour l'Inclusion des Roms**, qui l'an dernier ont signifié l'engagement des pays membres pour l'inclusion sociale de la plus grande minorité ethnique en Europe mais qui jusqu'à présent ne sont restées que de simples déclarations d'intentions.

Les expulsions forcées placent des dizaines de **familles roms dans une situation de grande vulnérabilité et ne sont en aucun cas une réponse appropriée**. Des solutions alternatives doivent être trouvées dans le respect des droits de l'homme, afin d'assurer des conditions de vie décentes pour la communauté Rom Française, **sans pour autant négliger les citoyens roms en provenance de l'Europe orientale**.

Nous saluons la décision du gouvernement français de lever certaines des restrictions sur les citoyens roumains et bulgares pour leur permettre de travailler en France, ainsi que son intention de porter la question à l'ordre du jour du Conseil européen, mais **cela n'est pas suffisant**. Il est nécessaire que le gouvernement français commence une fois pour toutes à travailler en faveur

de l'intégration de la communauté rom et à agir pour lutter contre la discrimination de cette communauté.

En outre, nous demandons à la Commission européenne de surveiller les événements qui se déroulent en France et de veiller à ce que les politiques énoncées dans le cadre *européen des stratégies nationales pour l'inclusion des Roms* se mettent en marche de manière efficace.

Nous lançons un appel à la société civile, espagnole et européenne, et nous l'incitons à rejeter expressément les mesures du gouvernement français et de faire preuve de solidarité avec le peuple Rom.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter:
Beatriz Gurdiel
Département de communication de la FSG
beatriz.gurdiel@gitanos.org
914 220 960 // 610 041 789